

Informations générales

■ ALGÉRIE appel à la grève générale

Tensions et émeutes ethniques meurtrières

Une vingtaine de personnes sont décédées dans des affrontements entre communautés berbères et arabes à Ghardaïa, au sud de l'Algérie.



Manifestation de la communauté mozabite berbérophone, hier à Ghardaïa. Photo EPAMAX/PPP

«Une atmosphère de guerre civile.» Ce sont les termes employés par des journalistes algériens contactés hier et familiers de la «wilaya» (région administrative) de Ghardaïa, située à 600 km au sud d'Alger, où au moins 23 personnes ont trouvé la mort depuis lundi soir. Plusieurs centaines de blessés ont été dénombrés, sans compter les saccages et les pillages. L'hôpital de Ghardaïa n'arrive plus à contenir les blessés», rapportait même le quotidien *la Liberté* hier.

Ces affrontements meurtriers, particulièrement dans la ville de Guerrara, opposent les communautés berbérophones («mozabites») et arabophones («châmbis»). Les antagonismes ne datent pas d'hier dans cette vallée du M'Zab, considérée comme «la porte du désert» depuis 1975, où la violence refait surface entre les deux camps. Ces derniers troubles interviennent quelques jours seulement après la visite du ministre de l'Intérieur, Nourredine Bedoui, venu justement à la tête d'une importante délégation (Sûreté nationale, gendarmerie...) installer une commission «chargée de l'examen des voies et moyens pour consolider le retour à l'ordre public dans la région de Ghardaïa».

Police débordée et ébèrve

Cette explosion de violence, en plein Ramadan et avec des armes à feu, sonne donc comme un défi au pouvoir central, incapable jusqu'à présent de ramener le calme. Les «ultras», jeunes en majorité et au chômage dans cette région pauvre, prennent le dessus sur les modérés et les notables locaux qui appellent, «à la vigilance et la sagesse». Depuis le début, les forces anti-émeutes de la police ont été débordées. Et sont «finalement en grève», nous rapportait hier une source algérienne.

Xavier FRÈRE.

■ ÉTATS-UNIS dépôt des dossiers clos

Ils sont 443 candidats à la présidentielle 2016

Mardi 7 juillet avant minuit à Washington, 443 citoyens américains ont remis leur très officielle déclaration de candidature à la commission électorale fédérale pour l'élection présidentielle de novembre 2016.

Ils étaient 417 en 2012 et 369 en 2008. Parmi eux, 100 sont affiliés au parti républicain, 72 au parti démocrate, 11 au parti libertarien, 3 dans des partis écologistes, les autres se déclarant indépendants.

Certains seront éliminés par cette commission électorale fédérale qui examine la conformité des dossiers jusqu'au mardi 22 juillet. Si aucune raison légale ne s'oppose à sa candidature, tout candidat devra alors remettre une somme de 5 000 dollars, autre étape éliminatoire.

Les deux grands partis désignent leur candidat à l'issue de primaires qui s'étaleront tout au long du premier

semestre 2016. Le nombre de candidats républicains et démocrates se réduira très vite au fur et à mesure des ralliements aux tentes; pour le moment, certains cherchent à monnayer leur influence.

Clinton bien partie Bush contesté

Côté démocrates, depuis les émeutes de Baltimore, l'ex-first lady Hillary Clinton dispute son principal adversaire à la primaire Martin O'Malley, le maire de cette ville de l'Est. Elle semble sans rival de taille à ce jour.

C'est plus compliqué chez les Républicains. Le très riche fils et frère d'ex-présidents Jeb Bush étiqueté modéré doit compter avec le fantasque Donald Trump, mais aussi les très conservateurs Bobby Jindal, Chris Christie, Rand Paul, Josh Walker, Mick Huckabee et surtout le sénateur «latino» Marco Rubio porté par les États du sud.

■ EUROPE

Dernières sommations avant le Grexit

Un nouveau sommet européen se tiendra dimanche. En cas d'échec des négociations, une aide humanitaire pourrait accompagner Athènes vers la sortie de l'euro. En attendant, les banques resteront fermées au moins jusqu'à lundi.

De «rencontres de la dernière chance» en «sommets historiques», la perspective que la Grèce sorte de la zone euro menace tout au long d'un peu plus. La Grèce était l'un des derniers pays, mardi soir au Sommet de l'Eurozone, à affirmer «travailler pour parvenir à maintenir Athènes dans la zone euro». La plupart des autres nations qui comptent se sont dites lassées, voire scandalisées de voir arriver à la table des négociations un ministre des Finances grec qui n'a même pas fait semblant de présenter un plan de sortie de crise.

Tsipras promet...

Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, a fait profil bas, hier au Parlement européen à Strasbourg, en promettant de «nouvelles propositions concrètes de réformes crédibles» pour aujourd'hui, Donald Tusk, le président polonais du Conseil européen a prévenu: cette fois, ce sera la dernière. «C'est vraiment l'heure décisive et finale pour la Grèce comme pour



Jean-Claude Juncker, président de la Commission de Bruxelles. Photo AFP

nous», a-t-il lancé, soulignant que «sans unité nous allons nous réveiller dans quatre jours dans une Europe différente». Tsipras espérait revenir devant ses pairs européens fort de 61% de votes «non» à son référendum. Cette force est devenue une faiblesse vis-à-vis

de ses compatriotes, car le référendum n'a pas changé la réalité, et ce sera dur à expliquer aux Grecs. L'Europe, qui les tient depuis des années à bout de bras, réclame plus que jamais le colmatage du Tonneau des Danaïdes dans lequel elle a versé l'argent de ses con-

durcissement de ton vis-à-vis d'Athènes

Un nouveau sommet

tribuable. Pour obtenir les nouvelles aides qu'il a réclamées hier, Alexis Tsipras ne coupera pas à une hausse de la TVA et à l'arrêt des départs à la retraite à 56 ans, qui sont devenus une règle (non écrite) dans la fonction publique notamment. Il parle désormais d'une réforme fiscale «rapide» pour taxer enfin l'Eglise orthodoxe, plus riche que propriétaire foncier du pays, et les armateurs. Mais cela fait cinq mois qu'il est au pouvoir sans avoir touché à leurs privilèges...

Bref, la balle est dans le camp grec. Même le plus solide allié d'Alexis Tsipras, François Hollande, l'admet quand il demande à Athènes des «propositions sérieuses, crédibles». Pour la première fois, le président français a évoqué mardi soir (sans prononcer le mot) un Grexit: «S'il n'y avait pas d'accord, il aurait forcément la recherche d'une autre option, la France est obligée d'envisager cette option.» Manuel Valls a tenu un discours plus orienté sur le maintien de la Grèce dans

la zone euro, hier à l'Assemblée. Mais le Premier ministre n'assiste pas aux Sommets européens...

Vers une «aide humanitaire» ?

Un nouveau Sommet – à 28 – est prévu dimanche. En cas d'échec, il pourrait engager un Grexit qui ne dirait pas son nom, en accordant «une aide humanitaire» qui permette aux banques de rouvrir (elles resteraient fermées jusqu'à lundi) et aux Grecs de respirer un peu. Le président du Parlement européen, Martin Schulz (social-démocrate), a lancé en premier l'idée d'aide humanitaire, avant même le résultat du référendum. Le président (libéral) du Conseil européen lui a embêté le pas hier.

C'est bien un ultimatum qu'on lance les Européens à la Grèce. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils semblent prêts à allonger quelques milliards de plus pour aider au divorce.

Patrick FLUCKIGER.

Tourisme: les réservations plongent

Les réservations de dernière minute ont diminué de 30% depuis l'annonce du référendum grec, s'est alarmé hier le représentant de la confédération du tourisme grec, Alexandre Lamnidas. Ces réservations de dernière minute représentent 20% du total des réservations. «Dans le cas où on trouve un accord dans la semaine, les affaires vont continuer, dans le cas contraire, et si la situation perdure encore deux ou trois semaines, nous pensons que nous allons avoir des problèmes, notamment d'approvisionnement», a-t-il ajouté.

Depuis le contrôle des capitaux, annoncé le 28 juin, les banques grecques sont fermées, et les réservations des comptes étrangers interdites, ce qui entrave les achats de produits importés, comme la viande par exemple.

Les retraits d'argent sont limités à 60 euros par personne et par jour. «Certains hôtels veulent s'approvisionner en nourriture et bien sûr, les fournisseurs, qui sont sous pression, demandent à être payés en cash, et du cash, il n'y en a pas», a expliqué M. Lamnidas. Sur les îles grecques, «il y a quelques problèmes ici et là avec les distributeurs de billets et il y a des craintes à propos de l'approvisionnement en nourriture».

Le poids du secteur touristique est estimé entre 15 et 20% du PIB grec. En 2014, 24 millions de touristes, un record, ont visité la Grèce et rapporté au pays 13,5 milliards d'euros, selon la confédération qui espère cette année atteindre 25 millions de visiteurs, pour un bénéfice de 14,3 milliards d'euros.

QUESTIONS À

Pascal Lamy

Président d'honneur de l'Institut Jacques Delors

« Il faut un plan Marshall pour la Grèce »

Le Grexit est possible ?

«Le Grexit n'est ni souhaité, ni souhaitable, mais il est devenu moins improbable. La situation a énormément changé en une semaine. Le système financier grec s'est détérioré, l'économie grecque est en chute libre, et Alexis Tsipras a réussi son pari politique. Cela lui donne une main plus forte dans la négociation, mais aussi l'autorité pour faire accepter un accord. Enfin, la question du réaménagement de la dette grecque est maintenant sur la table».

Pourquoi avoir attendu si longtemps pour en parler,

contre toute évidence ? «L'évidence, c'est que les Grecs ne sont pas en mesure d'honorer cette dette dans les conditions auxquelles elle a été souscrite. Beaucoup préféreraient en parler plus tard, pour des raisons tactiques, mais le revirement du FMI a changé la donne. Il faut bien comprendre le changement: nous allons devoir maintenant lancer en urgence un programme plus important pour réanimer l'économie grecque, avec des réformes plus profondes et plus larges, et donc parler aussi de la dette. C'est un plan de long terme, à cinq ou dix ans, comme

un plan Marshall de remise en

fonctionnement d'un pays dévasté par une guerre.»

Vous parlez de tactiques. Ne faut-il pas regretter des postures politiques ?

«C'est étonnant un problème, mais il est incontournable, car tout accord devra passer devant les parlements nationaux: grec, mais aussi allemand, français... Et les opinions européennes, y compris l'opinion française, sont devenues plus réticentes à un geste supplémentaire pour les Grecs. Cela rend la solution politiquement plus difficile.»

La France et l'Allemagne

paraissent diverger. C'est inquiétant ? «C'est inévitable. Les cultures sont différentes: en allemand, dette se dit «Schuld», soit «faute», «péché»... Comme souvent en Europe, c'est au milieu des deux positions de la France et de l'Allemagne que se trouve la solution: plus de discipline, côté allemand, et plus de solidarité, côté français.»

Dans cette crise, l'Europe montre qu'elle est à bout de souffle ? «Non, mais l'ancienne combinaison de solidarité et de responsabilité, à la base du projet, ne suffit plus. Il faut davantage

paraissent diverger. C'est inquiétant ?

de disciplines communes, ce qui suppose davantage d'érosion des souverainetés nationales, avec l'accord des opinions publiques, tout le soutien à la construction européenne s'est effaïssé et davantage de solidarité... C'est l'équation européenne du moment pour la zone euro. Mais nous devons aller dans cette direction, si nous voulons préserver l'identité européenne dans un monde qui continue de se globaliser.»



Photo DR

Recueilli par Francis BROCHET.

■ CHINE

La Bourse de Shanghai chute elle a perdu un tiers de sa valeur depuis un mois

華勝股份	3995	3 150	119	凌通电气	3008
博晖创新	4938	4582	105	天振机电	3127
爱康科技	3589	3233	125	联创节能	8839
海达股份	000	---	000	太安铝业	1462
同大新材	1029	9400	423	红宇新材	4608
贝儿康	142	1	062	南大光电	000
华灿光电	663	---	000	泰格医药	3153
东信通信	181	14	075	长亮科技	1164
德威新材	08	---	035	金卡股份	000
利科季	38	---	00	华鹏飞	9912
			006	金通灵	3033

Un investisseur devant les cours de la Bourse de Shanghai, la semaine dernière. Photo AFP

bre 2013, lors du 3^e Plenum, de «laisser à l'avenir le rôle décisif aux forces du marché».

Echec du plan de sauvetage

Ce qui n'a pas empêché, cette semaine, le plan de sauvetage de faire long feu: les ventes sauvages continuaient, impossibles à arrêter. Mercredi, Shanghai perdait 6%, et Shenzhen (l'autre place boursière) 3%.

Durant ces journées, les analystes purent observer dans la «corbille» de la bourse un comportement étrange: 51% des 2800 firmes cotées se retirèrent provisoirement du marché. C'était parce que des groupes financiers ayant acheté telle part, avaient hypothéqué en banque pour obtenir de l'argent frais (pratique dangereuse mais autorisée par la tutelle boursière). Mais le titre s'était effon-

dré, la banque réclamait alors le remboursement de sa dette. Et pour refuser, la firme autorisée de l'action préférait geler celle-ci temporairement.

Aut quotidien *South China Morning Post* de Hong Kong paraissait le 7 juillet une explication lumineuse de la situation: la bourse manipulée et les actionnaires se déroulent un bras de fer. D'un côté, 87 millions de membres du Parti communiste chinois (PCC), et de l'autre 93 millions de titulaires de comptes boursiers. Les boursicoles tentent de vendre leurs parts à tout prix. Ils risquent la ruine, mais sentent que c'est la meilleure chose à faire, au nom d'une cause supérieure: ensemble, ils veulent terrasser ce système à cartes biseautées, pour le faire rentrer affranchi des pontes du Parti.

Car le fond du problème est dans le système, en faveur des grands industriels et des grands cadres, qui sont liés, aux dépens

de la petite bourgeoisie naissante. En principe, la finance est sous contrôle d'organes de tutelle, telles la Banque Centrale et la Commission boursière. Mais ces agences ne sont pas indépendantes et obéissent aux ordres, lesquels sont souvent conformes aux intérêts des banques et des comités publics. Plus encore, ces tutelles et leurs patrons sont notoirement rivaux, en désaccord, et se paralysent mutuellement. «C'est ce qui a provoqué la crise, ajoute Yuanlong, et c'est cela que la Chine entière découvre maintenant.»

Mais comment enrayer le maelstrom dévastateur et, surtout, faire que la Chine recommence à croire dans les mois suivants à son slogan qui lui avait tant profité jusqu'alors, celui du «rêve (de renouveau) de la Chine»? Il faudra attendre pour le savoir, mais il est sûr que ce ne sera pas chose facile.

A Pékin, Eric MEYER.

■ EN BREF



Le glacier Schneeferner. Photo AFP

ALLEMAGNE Vingt degrés sur le plus haut sommet

L'Allemagne affronte aussi une vague de chaleur: il a fait vingt degrés, mardi, sur le glacier Schneeferner, situé sur le Zugspitze (Alpes bavaroises) près de Garmisch, le plus haut sommet du pays qui culmine à 2 962 mètres.

EUROPE Tafta: les conditions des eurodéputés

Le Parlement européen a exigé hier que le traité de libre-échange en cours de négociation avec les États-Unis prévienne un «nouveau système» remplaçant l'arbitrage privé prévu en cas de différends entre États et investisseurs.

Cette demande fait partie d'une liste de conditions fixées par les eurodéputés (436 voix pour, 241 contre, 32 abstentions) pour donner à terme leur feu vert à cet accord en gestation, connu sous l'acronyme TTIP ou Tafta et qui suscite une vive inquiétude dans l'opinion publique.

Le traité transatlantique vise à mettre sur pied la plus grande zone de libre-échange bilatérale au monde, en faisant tomber les barrières douanières mais aussi d'autres freins au commerce, comme les différences entre les réglementations européennes et américaines.

ÉTATS-UNIS Fusillade mortelle à Baltimore

Au moins trois personnes ont été tuées et une autre blessée, mardi soir, lors d'une fusillade près du campus de Baltimore. Deux voitures seraient arrivées près du campus, selon la police, et un homme sorti de l'une d'elles aurait ouvert le feu sur un groupe de personnes. Deux hommes et une femme ont été tués. Une autre femme a été hospitalisée pour des blessures par balles.

Wall Street victime d'un panne

Le New York Stock Exchange, principale plateforme boursière à Wall Street, a suspendu provisoirement hier en fin de matinée tous ses échanges, à la suite d'un «problème technique». Rarisime, l'incident a suscité une certaine inquiétude, d'autant que dans la matinée United Airlines avait annoncé que tous ses vols restaient cloqués au sol en raison d'un problème informatique, et que le site de *Wall Street Journal* est également devenu indisponible dans la matinée. Un porte-parole du gouvernement américain a toutefois précisé qu'à priori, aucune activité malveillante n'avait été détectée. Wall Street a repris ses cotations après environ deux heures d'interruption.

ITALIE Berlusconi condamné à 3 ans de prison

Le tribunal de Naples a condamné hier soir l'ancien chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi à trois ans de prison pour corruption de sénateur, une peine qui ne sera cependant pas appliquée. Cette condamnation, prononcée par la présidente du tribunal Isabella Romani en l'absence de l'accusé, ne sera pas mise en œuvre car le délit en question sera prescrit à l'automne, bien avant un éventuel jugement en appel.

TUNISIE Un mur de terre face à la Libye

Le Premier ministre tunisien Habib Essid a confirmé hier qu'un mur de terre était en construction à la frontière libyenne. Annoncé par le ministère de la Défense après l'attentat du musée du Bardo, en mars, ce mur de 168 km devrait être terminé pour la fin de l'année. Son objectif est d'empêcher les terroristes de franchir la frontière, alors que la Libye sert de base arrière à de nombreux groupes djihadistes — parmi lesquels les Tunisiens seraient environ 3 000.